

SYRIE : Amertume et « délire de victoire »

La coalition de l'opposition extérieure de la Syrie réitère, à partir d'Istanbul, son exigence de réaliser par Genève II ce qu'elle n'a pu obtenir par l'insurrection. Elle croit avoir beaucoup concédé en acceptant que la conférence se réunisse pour consacrer le départ d'El Assad au lieu de se réunir après ce départ. Moaz El Khatib, bon prince, propose même au président syrien de prendre une suite de cinq cent personnes et de quitter la Syrie, certainement par un de ces couloirs humanitaires que rêvait la France de Sarkozy dans sa superbe, sans lui garantir d'immunité contre une éventuelle action devant la justice internationale. En clair Moaz El Khatib met les pieds dans le plat et offre à un chef d'état laïc et plutôt moderne l'Aman moyenâgeux des traditions bédouines qui constituent le fond de sa « pensée politique », alors qu'il est censé porter avec la caution française un projet de république citoyenne moderne. Ne cherchez pas dans la presse mainstream française une quelconque interrogation sur ces curieux mariages – c'est le cas de le dire depuis Taubira – entre le boniment démocratique de Fabius et les fantasmes bédouins ressuscités dans la tête de chefs avouant leur inféodation à des Emirats et des royaumes moyenâgeux.

La coalition a promptement refusé la largesse « royale » de Moaz El Khatib. Elle risquait de faire croire aux miliciens et aux mercenaires un manque de fermeté et de détermination de la part de l'opposition « cinq étoiles », comme l'appellent désormais les syriens, en référence aux fastes de leur vie dans les grands hôtels. Les dirigeants de la coalition savent d'instinct et d'expérience que ces « révolutions » enveloppées dans le langage et dans les motivations religieuses ne se reconnaissent que dans l'ultime et impossible identité de la politique à la religion. Par nature, les groupes islamistes, eux, fonctionnent au « plus radical » jusqu'à l'identité de l'acte humain à la prescription divine. Derrière la rodomontade, toute discussion doit porter sur les modalités du départ d'El Assad – et non sur la construction d'une autre Syrie, qui de toutes les façons est en train de naître – se dessine implacable la réalité de la défaite. Elle cherche à donner une impression de toute puissance et de gains tangibles en demandant, en exigeant comme préalable – en implorant en réalité – que le pouvoir montre « la sincérité de ses intentions » par des « gestes simples » comme « cesser le feu » unilatéralement, se retirer de « certaines villes etc. Nous pouvons comprendre cette prolongation du « délire de la victoire » chez des dirigeants syriens dont la survie politique est désormais grevée par la réalisation du seul but politique formulé jusqu'à présent, si on considère qu'il s'agit d'un but politique : le départ d'El Assad. Plus ce but est contrarié, plus la politique, elle, refait surface et avec elle la question soigneusement refoulée: Quelle Syrie veulent les syriens ? Premier accroc, les quarante mille djihadistes étrangers dont a parlé Lakhdar Brahimi, soixante quinze mille selon d'autres sources, les huit cents djihadistes européens dont parle la presse européenne, sont-ils concernés par la question et qu'ont-ils à faire dans la conférence de Genève II et qu'ont-ils à en faire ? La coalition ne peut espérer désarmer politiquement cette force étrangère qui fait l'essence de la « révolution syrienne » qu'en présentant à la masse considérable de miliciens syriens qui s'agglomèrent autour d'eux, des victoires plus évidentes que celles d'El Nosra, et donc au minimum l'expulsion de l'armée syrienne de « certaines villes », c'est-à-dire Alep et Homs essentiellement. Les sponsors de cette révolution – France, Angleterre, Qatar, Arabie Saoudite, Israël en douce – hors les USA qui se sont rendus à la réalité – subissent cette logique jusqu'au bout : ils ne peuvent réclamer ni proclamer moins que les djihadistes : le départ d'El Assad. Et partant, gêner les USA qui ne pourront qu'au prix de mille difficultés entraîner leurs comparses à accepter la nouvelle réalité et réduire de l'ampleur de la défaite.

Les Américains, eux, méditeront longtemps ce principe de précaution en politique : « on peut rattraper un retard, jamais une avance ». Ils auraient quand-même besoin de fouiller

dans les textes de Mao Tsé Toung pour se convaincre des bienfaits de l'autocritique même si, au fond, ils risquent de trouver à côté des vertus de cette méthode d'évaluation et d'espérance pour révolutionnaires cet axiome que dédaigne l'Hybris comme l'arrogance des puissants : « Nul rapport de force n'est immuable ».

Mohamed Bouhamidi

Article initialement publié dans Reporters.DZ

Copyright © 2013 Global Research